



Déclaration FSU-CDEN Pas-de-Calais du 18 juin 2026.

Une fin d'année scolaire qui se termine sans aucune amélioration, c'est un euphémisme. Les écoles et établissements publics manquent tellement de tout que des grèves locales sont prévues dès cette fin d'année, ce qui est inédit.

L'incompréhension est grande dans un certain nombre de collèges où viennent de tomber les affectations et où le nombre d'élèves attendu est supérieur et même bien supérieur aux prévisions. Les effets de seuil ne permettront pas forcément les ouvertures qui auraient été possibles en février. Nous demandons en tout état de cause que les ajustements soient faits en fonction des besoins en HP prioritairement. Les collègues n'en peuvent plus des bouts de ficelle qui ne permettent pas de faire réussir les élèves. Incompréhension aussi des collègues qui perdent leur poste alors que finalement ils auraient pu le conserver.

Nous ne redirons pas une nouvelle fois que l'amorce de baisse démographique devrait être mise à profit pour améliorer les conditions d'enseignement d'un département qui cumule les records de pauvreté, d'enfants maltraités, d'élèves en situation de handicap, d'inégalités en tout genre...

Nous ne redirons pas notre opposition à l'expérimentation qui vise à légitimer le choix politique d'abandon d'un département largement négligé, sentiment d'abandon partagé par une partie de la population qui a fait le choix de céder à la tentation de l'extrême-droite aux dernières municipales avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour nos collègues et pour nos élèves. Nous n'avons cessé de le répéter et sur ce point, nous préférierions avoir tort.

L'implantation de classes du 1er degré en EPLE, ou une classe d'ITEP en collège n'améliore en rien le service public d'Education Nationale, et ce n'est d'ailleurs pas l'objectif : la mise en commun du bâti répond d'abord à une logique budgétaire court-termiste, conséquence de l'austérité imposée par le désengagement de l'Etat. Elle se double, sur le plus long terme, d'une volonté de primariser le second degré, au moins pour les élèves les moins favorisés socialement. Difficile d'imaginer en effet que les secteurs les plus favorisés soient concernés... et encore moins l'enseignement privé. La FSU pointe les dangers d'une prétendue expérimentation qui instrumentalise en réalité la baisse démographique, et qui veut justifier la poursuite de la politique voulue par le Président depuis 2017 : réduire les moyens alloués à l'EN en créant les outils de gestion de la pénurie. Pour la FSU, la baisse démographique doit permettre de faire baisser les effectifs par classe, afin de permettre aux professeurs et aux élèves de bénéficier de conditions de travail et d'apprentissage correctes. Elle doit également permettre d'améliorer le remplacement, la formation des personnels la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers sur temps scolaire et la qualité de l'inclusion.

Les vies scolaires craquent et la mobilisation réussie du 2 juin a mis en exergue des situations inadmissibles.

La mobilisation réussie également des AESH la semaine dernière a souligné la crise de l'inclusion par manque de moyens, par la mise en place, contre le vote du Parlement, des PAS et les conditions indignes de rémunération des AESH..

Un nouvel épisode caniculaire se dessine, y compris dans notre département, et alors que se poursuivent les examens. Quand la mesure réelle des conséquences du réchauffement climatique sera-t-il pris en compte et une véritable politique de transition mise en oeuvre?

Enfin, les programmes en collège changent dans plusieurs disciplines en 5^e à la rentrée et à ce jour, alors que les conseils d'enseignement sont en cours, les dotations ne sont toujours pas connues. Quand le seront-elles et des dotations sont-elles bien prévues pour toutes les disciplines concernées? Pour rappel, pour les programmes de 6^e, les manuels n'ont pas été financés pour la LV2 l'an dernier.